

Le présent bulletin d'information tourné sur l'Europe est décliné en 6 versions nationales toutes disponibles sur notre site web Syndex.eu

Certains articles et interviews sont traduits en plusieurs langues. Si vous souhaitez vous abonner, contactez-nous : f.warneck@syndex.eu

Son ambition est d'être une source de référence pour les organisations syndicales et les représentants des salariés en Europe.

Syndex Europe
5 boulevard du Roi Albert II
B-1210 Bruxelles
Tél : +32 4 77 77 23 59

SYNDEX, acteur européen du dialogue social

Pionnier de l'expertise au service des représentants du personnel en France depuis 1971, Syndex a fait le choix de devenir un acteur européen en s'implantant dans plusieurs pays de l'Union européenne. Syndex est ainsi présent en Pologne, en Roumanie, en Espagne, en Royaume-Uni et en Belgique, et a noué des partenariats en Allemagne et en Italie.

Un dialogue social de qualité passe par le développement le plus large possible du droit à l'information-consultation des travailleurs. L'expertise économique indépendante est un outil indispensable pour faire vivre ce droit, en permettant l'accès aux informations nécessaires pour comprendre les enjeux stratégiques de l'entreprise, et grâce au décryptage apporté par l'expert.

Notre projet vise à construire, en partenariat avec les organisations syndicales européennes et celles des différents pays, une capacité d'analyse économique et sociale et à mettre celle-ci au service exclusif des travailleurs et de leurs représentants. Syndex travaille depuis plusieurs années maintenant avec la CES, IndustriAll, EPSU, UNI Europa et leurs affiliés. L'objectif est de réaliser nos missions à destination des comités d'entreprise nationaux ou des comités d'entreprise européens dans une approche plurinationale, tenant compte des spécificités des dialogues sociaux propres à chaque pays, et basée sur une connaissance fine des situations locales (politiques sociales, investissements et restructurations en cours...).

Les 350 experts de Syndex couvrent l'ensemble des champs sectoriels et disposent de compétences dans les domaines économique et financier, de l'analyse stratégique, de la santé au travail, du social, du développement durable. Nous avons enrichi nos savoir-faire ces dernières années autour de l'analyse des politiques de RSE (Responsabilité sociale des entreprises), ainsi qu'autour de la prise en compte des compétences collectives dans la gestion des restructurations.

Société coopérative, Syndex est un acteur de l'économie sociale et solidaire qui n'appartient qu'à ses salariés et qui consacre toute son énergie et ses ressources au soutien et à l'accompagnement de ses partenaires syndicaux.

Jean-François Poupard, directeur général

Ont contribué à ce numéro

22 rue Pajol 75018 Paris - www.syndex.fr

Directeur de publication : Jean-François Poupard

Ont contribué à ce numéro : Fabrice Warneck, Pôle Édition

Contact : Fabrice Warneck

L'Union européenne, une puissance durable ?

C'est presque à l'unisson que les commentateurs politiques prévoient une victoire du repli et de l'intérêt national lors des élections européennes de mai 2014. La démagogie pour se déresponsabiliser des échecs des politiques nationales est une stratégie qui commence pourtant à faire long feu. La mode est donc au « refit », la simplification à outrance du corpus législatif, qui remet en cause jusqu'à certains jalons de la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs. C'est aussi un manque de vision politique qui caractérise les années passées depuis le début de la crise, durant laquelle la politique de la rustine (secteur bancaire) et de la saignée (politique d'austérité pour les pays en difficulté) ont décrédibilisé la raison d'être ensemble. Cela montre également un manque de connaissance des acteurs économiques. Les représentants des petites et moyennes entreprises dénoncent à tout va cette déréglementation qui déstabilise en particulier des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre au nom de la libre concurrence et de la relance de l'emploi.

Les organisations syndicales, dont les bases militantes remettent de plus en plus souvent en cause le projet européen tel qu'il est aujourd'hui, font des propositions concrètes pour une Europe pas seulement sociale mais aussi productive, compétitive sur la scène mondiale. C'est le choix d'une Europe de la solidarité économique et sociale. La difficulté est venue de l'absence d'initiative politique des institutions européennes et des gouvernements nationaux en matière sociale

et de l'absence de dialogue social européen, au point mort. Il n'y a pas d'obligation de négocier au niveau européen contrairement aux pratiques d'un grand nombre de pays qui composent l'UE. Les récents accords sectoriels des partenaires sociaux ont été gelés par des gouvernements et institutions européennes plus adeptes du laisser-faire.

Citons quelques exemples de propositions qui montrent que l'acteur syndical s'est replacé au centre du débat : la fédération européenne des services publics a réuni près de 2 millions de signatures dans le cadre d'une initiative citoyenne (quasi législative) pour exiger que l'eau reste un bien du domaine public ; la fédération UNI Europa, qui a publié son manifeste « des emplois de qualité pour des services de qualité », fait le pari de la connaissance et de la régulation pour fournir de meilleurs services dans la grande distribution, la banque, la poste et les nouvelles technologies. Le manifeste « Remettre l'industrie au travail » de IndustriALL interpelle

l'ensemble du monde politique et économique pour lancer une politique industrielle européenne plus moderne, tournée vers l'innovation et faisant des objectifs environnementaux un moteur de croissance économique. Et bien entendu, impulsé par la confédération allemande DGB, qui l'avait intitulé « plan Marshall », on peut citer le plan d'investissement de la CES pour la relance à hauteur de 2 % du PIB de l'UE, une politique fiscale européenne qui fait payer les entreprises et non pas les travailleurs et qui passe par la création de produits financiers durables, pour une réforme de l'action de la BEI et des services publics en réseaux attractifs pour les investisseurs.

Les candidats syndicalistes aux élections européennes sont nombreux et vont, on l'espère, créer un groupe uni par une même ambition : concilier progrès social et environnemental avec la modernisation de l'appareil productif européen, y compris via les qualifications. Edouard Martin, le syndicaliste français CFDT connu lors du

conflit social de l'entreprise Arcelor Mittal, Judith Kirton-Darling, ancienne secrétaire confédérale de la CES, pour le Royaume-Uni, Evelyn Regner, ancienne responsable au syndicat autrichien OEGB, qui devrait être réélue ; en Belgique Claude Rolin, secrétaire général du syndicat chrétien, qui a quitté son mandat pour les élections, Sergio Cofferratti, ancien secrétaire général de la première centrale syndicale italienne, CGIL, et Daniel Vandoel, ancien secrétaire fédéral de la FGTB.

L'entrée en politique de syndicalistes pré-sage sans doute que la connaissance du terrain va impulser un débat concret sur l'Europe comme puissance économique durable. Encore faut-il que malgré l'absence de droit d'initiative législative du Parlement européen, la future Commission européenne joue entièrement son rôle d'impulsion politique. C'est l'enjeu des élections européennes de mai, qui déterminera la couleur politique de l'exécutif européen.



Bruxelles

Fabrice Warneck
5 boulevard du Roi Albert II
B - 1210 Bruxelles - Belgique
f.warneck@syndex.eu

Bucarest - SC Syndex Consulting

Marcel Spatari
Strada Doctor Carol Davila n 33
Bucarest - Roumanie
spatari@syndex.ro

Londres - Syndex UK

David Tarren
Hamilton House - Mabledon Place
WCTH 9BB Londres - Royaume Uni
d.tarren@syndex.org.uk

Madrid

Ana Martinez-Garcia
c/ Capitan Haya 51
4 planta, despacho 7
28 Madrid - Espagne
ai.martinez-garcia@syndex.eu

Paris

Philippe Morvannou
22, rue Pajol
75876 Paris Cedex 18 - France
p.morvannou@syndex.fr

Varsovie

Joanna Tokarska
ul. Wiejska 17 lok.8
00-480 Varsovie - Pologne
info@syndex.pl

www.syndex.fr



Secrétaire général depuis 8 ans de la confédération syndicale chrétienne belge CSC, Claude Rolin explique pourquoi il a saisi l'opportunité d'être candidat aux élections européennes de mai 2014. Il est tête de liste du parti centriste CDH.

Pourquoi un départ si soudain de la tête de la CSC ?

Il y a plusieurs raisons à cela. Depuis un certain nombre d'années, j'ai travaillé à l'expression de plusieurs instances (CES, CESE, CCMI, OSE), ce qui m'a permis d'acquérir une bonne compréhension de l'importance de l'action au niveau européen. Le niveau national n'est plus aussi pertinent pour de nombreux débats : la régression économique et sociale actuelle et le déficit démocratique européen sont les évolutions contre lesquelles je souhaite me battre comme député, si je l'espère, je suis élu le 25 mai. Le CDH m'a offert l'opportunité d'être tête de liste, j'ai accepté et j'ai immédiatement démissionné de mon mandat de secrétaire général pour des raisons évidentes.

Quels seront vos priorités comme député ?

Je vois deux axes majeurs à mon action : la promotion de l'emploi qui passe par une politique de soutien aux PME qui embauchent le plus grand nombre de travailleurs et l'élaboration d'une réelle politique industrielle européenne. Sur ce point, le commissaire Tajani a fait du bon travail en lançant le Plan Acier. Il faut continuer. L'Europe a besoin d'une industrie qui crée beaucoup d'emplois dans les services, directement ou pas. Il faut une mixité économique services/industrie en Europe.

Mais concrètement, qu'allez-vous faire ?

Je pense que, vu mon expérience, j'irai naturellement siéger à la commission Emploi et affaires sociales du Parlement européen. Mais j'entends également

réaliser un travail avec les acteurs de terrain. Je ne compte pas m'isoler dans une tour d'ivoire, bien au contraire. En tant que député, je veillerai à ce que les partenaires sociaux soient systématiquement impliqués dans le travail européen, y compris la gouvernance économique. Les syndicats, de leur côté, peuvent être plus pertinents s'ils parlent d'une seule voix.

La CES a présenté son plan d'investissement pour relancer l'économie européenne. Qu'en pensez-vous ?

C'est une excellente initiative que j'entends soutenir au sein du parti populaire européen, le PPE, duquel mon parti relève actuellement. Je ne vais pas me faire que des amis, bien entendu, mais je crois que le besoin d'investissements et d'instruments financiers adéquats est un débat qui doit dépasser les clivages politiques traditionnels. Je suis un fédéraliste européen et je souhaite que l'intégration européenne se poursuive à travers des réformes institutionnelles plus centrées sur l'eurozone et pour donner plus de poids au Parlement européen et aux coopérations renforcées.

Il y a d'autres candidats « syndicalistes » à l'élection européenne. Entendez-vous travailler avec eux ? Pensez-vous maintenir des contacts avec le monde syndical ?

Tout à fait. L'idée de travailler avec d'autres élus également issus du monde syndical est une bonne idée. Nous avons des valeurs communes, c'est évident. Cela permettrait de créer des passerelles entre les partis politiques sur des sujets qui rassemblent. Mais c'est aussi l'opportunité

de développer un travail constructif avec d'autres élus issus du terrain comme nous, du terrain côté patronal.

Pour quel candidat voterez-vous lors du choix du président de la Commission européenne en septembre si vous êtes député ?

Je voterai pour le candidat de la majorité sortante aux élections européennes. Il m'importe de respecter le choix des citoyens européens et de doter l'exécutif européen des moyens de son action dans ce sens. Encore faut-il qu'un candidat tienne la route : je pense qu'il y a trois critères principaux : 1) le besoin de changer de cap et de proposer des mesures de gouvernance économique non pas basées uniquement sur l'austérité, la sanction mais sur la relance, 2) la place du social dans les propositions du candidat et 3) la cohésion de l'équipe candidate dans son ensemble.

propos recueillis par Fabrice Warneck, Bruxelles

